



*La SPAQuE, au cœur de la mutation
de la Wallonie*

Philippe Destatte
directeur général de l'Institut Destrée

Exposé fait en conclusion du colloque organisé
à l'occasion des 20 ans de la SPAQuE
***La gestion de la pollution des sols,
source d'opportunités économiques***

Comité des Régions, Bruxelles
3 novembre 2011

Une typologie est restée célèbre et s'est maintenue dans la plupart des mémoires : c'est celle d'un western dit "spaghetti" des années 1970, où l'on affirmait qu'il y avait au monde deux sortes de gens, ceux qui entrent par la porte et ceux qui entrent par la fenêtre. Pour ma contribution de ce jour, je me classe résolument dans cette deuxième catégorie. Non que je sois prêt à décrire qui, dans l'environnement de SPAQuE, joue le rôle du bon, de la brute ou du truand – des catégories qui n'y prolifèrent probablement pas...quoique, mais plutôt parce que j'essaierai de m'exprimer avec la même naïveté ou avec la même candeur que le héros principal de ce film, le charmant Blondin. Je ne suis en effet pas membre du sérail, ni de SPAQuE, ni des historiens de l'environnement, ni des spécialistes de la décontamination ou de l'assainissement des sols.

Ma tâche ne consiste pas en la communication d'une synthèse de ce qui a été dit, mais plutôt à m'attacher à insister sur plusieurs points qui, naïvement, je vous l'ai dit, m'ont paru importants.

Il n'empêche que je commencerai par souligner à quel point j'ai toujours été impressionné – et aujourd'hui encore – par l'ingénierie et la rigueur de SPAQuE dans la mise en œuvre de sa chaîne de valeur telle que Philippe Thomsin l'a rappelée cette après-midi. Il en est de même de la déontologie et de l'éthique de SPAQuE – ce sont deux choses différentes – qui font qu'en Wallonie, notamment, il s'agit d'une des institutions en laquelle les citoyens ont vraiment confiance. Monique Beausoleil, Dominique Gilbert et Paul Nathanail ont dit à quel point cette dimension est importante.

SPAQuE évolue dans un contexte difficile que je voudrais rappeler. On a dit à plusieurs reprises à quel point depuis trois siècles – je me réfère à la périodisation longue de Pierre Lebrun – le paradigme industriel a activé, dans une logique d'abondance, ses pôles matériaux et énergies sans vraiment se préoccuper des pôles que constituent le monde vivant et le temps. Les deux derniers ont été consommés au même titre que les deux premiers ; le vivant était considéré comme renouvelable à l'infini tandis que le temps était restreint à l'immédiateté ou en tout cas à l'idée que l'innovation et le renouvellement constant des produits permettraient d'éviter l'érosion du taux de profit, même sur le moyen terme.

Les voix qui se sont fait entendre, depuis le milieu des années '60, ont montré qu'il y avait des limites à la croissance, mais aussi à ce qu'on pouvait faire subir au vivant, en ce compris, bien sûr, l'être humain. Au-delà de la logique des trois piliers du

développement durable – modèle pédagogique aujourd’hui obsolète –, le rapport Brundtland *Notre avenir commun* a surtout montré la nécessité de fuir les logiques analytiques, linéaires, monodisciplinaires, quotidiennes pour aborder les problématiques comme on le fait des systèmes complexes : de manière inter-, pluri- et transdisciplinaire, en intégrant la longue durée et les horizons de long terme, en complétant la réactivité par la pré-activité et la pro-activité, puisque nous le savons tous ici : *quand c’est urgent, c’est déjà trop tard*.

Dans son approche, insuffisamment cultivée, le rapport Brundtland montre en effet qu’à côté des systèmes économique, social et écologique, il faut également prendre en compte les systèmes technologique, international – il fait maintenant partie de notre quotidien de Lehman Brothers jusqu’à Arcelor Mittal – et puis administratif et politique, ainsi que tous les systèmes qui y sont associés : la culture, l’aménagement du territoire, etc. Cela dans un but précis : l’harmonie. L’harmonie, c’est la combinaison heureuse entre tous les éléments du système qui fait que ceux-ci concourent au même effet durable lui permettant d’atteindre ses finalités. Et quelles sont ces finalités ? D’abord celles que l’on attribue à tout système, bien sûr : la pérennisation. Celles surtout qu’on lui assigne volontairement aussi et qui sont nos visions d’un ou de plusieurs futurs souhaitables. Maître Jacques Périlleux en a donné un exemple ce matin en évoquant la nécessité d’un monde *viable et vivable*. Encore faut-il savoir, évidemment, ce que cela signifie collectivement, même si on perçoit que ces finalités sont très différentes de celles auxquelles mènent les scénarios classiques du *Business as usual* – *on z’a toti ben fé comme çoula*, dirait le Professeur Robert Halleux – ou du scénario du suicide, qui est probablement le contraire direct du *viable et vivable*.

On le voit, et on ne s’en étonnera guère : au travers de l’activité de SPAQuE, tirer le fil de la fin du paradigme industriel nous mène à nous interroger sur le projet de société global, c’est-à-dire le type de société auquel nous aspirons collectivement. D’autres chemins peuvent nous mener au même endroit, c’est d’ailleurs le cas si vous prenez en compte la définition de l’environnement que nous a livrée la Commission européenne dès 1991, je cite : *l’ensemble des éléments qui forment, dans la complexité de leurs relations, les cadres, les milieux et les conditions de vie de l’homme et de la société*. Ainsi, toute la stratégie de l’Europe 2020 peut-elle s’inscrire dans cette logique de croissance intelligente, croissance soutenable, croissance inclusive, même si, à Varsovie la semaine dernière, dans le cadre de la Présidence polonaise, nous avons constaté que l’Union n’a toujours pas de position claire à long terme. Le Professeur Nathanail a d’ailleurs posé la bonne question : *quelle forme, quelle sorte de ville voulons-nous ?*

Ces questions de projet de société ne sont pas étrangères à la Wallonie dont nous parlons aujourd’hui. Au moins depuis 1987, elle s’est systématiquement interrogée sur sa trajectoire. Ainsi cette année-là, Riccardo Petrella, alors comme patron du programme “FAST” (*Forecasting and Assessment in Science and Technology*) à la Commission européenne, était venu au congrès “La Wallonie au futur” montrer dans quelle mesure notre région connaissait une double mutation. D’une part, un changement d’un type de société industrielle vers un autre type de société qu’on appelait alors *de l’information* et que la stratégie de Lisbonne a plutôt popularisée sous le nom de *société de la connaissance*. Ce sont désormais les pôles du vivant et du temps qui sont activés davantage que ceux de l’énergie et des matériaux aujourd’hui en crise. D’autre part, Petrella rappelait, avec Michel Quévy et quelques autres, que la Wallonie elle-même tentait de sortir de la logique de déclin industriel pour amorcer une reconversion qui s’annonçait longue, c’est-à-dire elle-même inscrite dans le long terme. Faut-il s’en étonner puisque Thierry Gaudin, un autre prospectiviste, nous l’annonçait déjà. Le changement technique lui-même, comme les précédents, est estimé à deux siècles. Les prospectivistes évaluent d’ailleurs que nous sommes actuellement à environ 25 ou 30% des mutations de la Révolution cognitive, c’est dire si le monde que nous connaissons va encore se transformer d’ici la fin du siècle...

Dans cette mutation de la Wallonie, SPAQuE a assurément joué un rôle essentiel, indispensable, comme l'ont rappelé ce matin Michel Lebrun et cette après-midi Jacques Defer. Dans mon esprit, ce rôle essentiel et indispensable est lié tant au caractère symbolique qu'au caractère doublement stratégique de l'action de SPAQuE hier, aujourd'hui, mais aussi demain.

1. Tout d'abord symbolique, car les friches industrielles constituent les stigmates paysagers, physiques et chimiques de l'exploitation du sol wallon par l'industrialisation. Leur assainissement, leur décontamination, leur réhabilitation permettent de tirer un trait culturel et un trait moral sur le passé wallon, d'ouvrir l'esprit à la créativité, de changer les mentalités et de construire l'innovation. C'est beaucoup. L'exemple qui nous est donné par le Partenariat stratégique local (PSL) du bassin du Cœur du Hainaut – qu'on appelait hier, très mal d'ailleurs, le bassin de la Haine, mais qui est le bassin Mons - Borinage - La Louvière - Centre – est symptomatique. Cette initiative a lancé une action phare intitulée "Faire des friches des territoires d'audace", qui marque bien la réalité de ce symbole. On y évoque des puits de carbone, le retour de l'activité économique en zone urbaine, des vocations résidentielles, etc. Le PSL et l'intercommunale IDEA ne portent pas cette action de manière naïve, puisqu'ils y associent SPAQuE et aussi le nouveau pôle *Risk Management* de l'Université de Mons. Ils montrent, en tout cas, que la préoccupation des friches n'est pas uniquement une préoccupation technique, c'est aussi une préoccupation sociétale. Cette symbolique-là est une réforme de structure. Même si personne ne l'a encore dit, c'est vrai aussi que la fermeture du chaud à Liège constitue peut-être une opportunité réelle de faire de ces 300 hectares les territoires d'audace d'une reconversion liégeoise qui tarde encore très fort, au moins statistiquement parlant.

2. Après un rôle symbolique, SPAQuE joue un rôle stratégique, car l'espace est devenu aujourd'hui précieux. Or SPAQuE crée de l'espace, on l'a rappelé : 515 hectares en vingt ans en Wallonie. Il faut être conscient – mais nous ne le sommes pas suffisamment – que chaque hectare mis à la disposition des entreprises, ou même à vocation résidentielle, diminue la pression foncière sur les terres agricoles. Sans interférer sur le processus d'actualisation du SDER ou d'évaluation du CWATUPE, il faut pouvoir dire qu'il n'est pas raisonnable de continuer à consommer les terres qui aujourd'hui devraient contribuer, par une autre politique agricole, à mettre un terme à la faim dans le monde et à préserver notre environnement. On l'a rappelé, la pression démographique mondiale, mais aussi wallonne ne faisant que s'accroître dans les décennies qui viennent, on estime que la Wallonie aura gagné au moins 200.000 habitants d'ici 2020, davantage en 2050, tandis que plus de 2 milliards d'habitants pourraient accroître la population de la planète à ce même horizon 2050. C'est un défi gigantesque dont il faut être conscient.

3. SPAQuE joue un rôle stratégique aussi à cause de la niche industrielle, mais aussi de développement durable que constitue – et que constituera demain davantage encore – la présence de matières premières dans les friches à réhabiliter. Dans la période de transition que nous connaissons où de moins en moins d'éléments non renouvelables de notre tableau de Mendeleïev deviennent directement accessibles, les ressources peuvent de plus en plus provenir de nos friches. L'*Urban Mining* leur donne une valeur de plus en plus importante. Lors de la dernière université d'automne d'Inter-Environnement Wallonie, le Professeur Peter Tom Jones de la KUL donnait l'exemple de ces métaux lourds dont la production primaire de 5 g la tonne dans la nature pouvait connaître une production secondaire de 250 g la tonne dans des friches urbaines. Ce type de valorisation que réalisent aujourd'hui, encore modestement, SPAQuE et ses partenaires par la récupération d'hydrocarbures, par exemple, pourrait demain connaître une réelle accélération. Compte tenu des données livrées par André Guillaume ce matin concernant la concentration de mercure par hectare dans certains quartiers de Paris, à terme, les perspectives sont grandes y compris sur le plan budgétaire. Et y compris, on l'a évoqué, en termes de partenariats public-privé.

C'est donc un rôle indispensable que remplit SPAQuE, sur les trois plans : le plan symbolique, le plan stratégique de l'espace, mais aussi le plan stratégique de l'écologie industrielle. Aux trois défis concrets rappelés par le représentant du Ministre Philippe Henry en ce début d'après-midi –défi réglementaire, défi financier, défi d'aménagement du territoire –, j'en ajouterai un quatrième, tout en soulignant d'abord un point sur le défi financier : la collaboration avec les entreprises. Que l'on me comprenne bien : je ne mets pas du tout en cause l'opportunité d'impliquer davantage le secteur privé dans la réhabilitation des friches. Toutefois, il me paraît tout de même indispensable qu'il y ait – les questions qui ont été posées l'ont montré – un rôle de régulateur, un rôle de contrôle du bien public et SPAQuE est probablement toute indiquée pour le jouer. Le représentant du Ministre l'a évoqué, au moins en filigrane.

Mais il existe un quatrième défi dont on n'a pas parlé, même s'il est probablement déjà dans les préoccupations de SPAQuE, c'est celui de la réhabilitation des friches liées aux nouvelles technologies post-industrielles, biotechnologies, nanotechnologies, télématique, etc. pour lesquelles des investissements en termes de recherche et d'innovation sont probablement nécessaires au-delà des contrôles des rejets industriels menés par les administrations wallonnes. Il y a probablement là des investissements en recherche à faire maintenant, pour pouvoir être capable de faire face le moment venu.

On le voit, c'est concrètement que SPAQuE peut, de la Wallonie d'hier, continuer à créer celle de demain, pour reprendre sa formule. Elle est, je pense, au cœur de la mutation de la Wallonie.

Il me reste à joindre mes remerciements à ceux nombreux qui ont été adressés aujourd'hui au Président de SPAQuE, à son Administrateur-Directeur Philippe Adam, et à toute son équipe. Je vous remercie beaucoup.